

*Mission Permanente
de la République du Bénin
Auprès des Nations Unies
4 East 73rd Street
New York, N.Y. 10021*



*Tel.: (212) 249-6014
Fax: (212) 734-4735
Telex: 54-4692*

REPUBLIQUE DU BENIN

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION-CADRE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

(Berlin, 28 mars - 07 Avril 1995)

Débat de la Réunion Ministérielle

Intervention de:

S.E.M. Saturnin SOGLO

Ambassadeur du Benin à Bonn

Chef de Délégation

Berlin, le 06 avril 1995

**Madame le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres
et Chefs de Délégation,
Honorables Délégués,**

Je voudrais tout d'abord m'acquitter d'un devoir: celui de vous transmettre les salutations du Ministre de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme du BENIN, Monsieur Jean-Roger AHOYO que des contraintes de dernières minutes ont empêché d'être à cette importante et historique conférence de BERLIN.

Il m'échoit donc l'honneur et le privilège de vous dire, Madame le Président, et à travers vous, au Gouvernement Fédéral et à tout le Peuple Allemand, toute l'appréciation et la gratitude du Peuple et du Gouvernement Béninois, pour l'initiative qu'ensemble vous avez prise d'abriter cette Première Session Ordinaire de la Conférence des Parties dans la mémorable et historique ville de BERLIN, symbole de la Réunification pacifique de l'Allemagne.

La qualité de l'accueil et de l'hospitalité, de même que les facilités de travail mises à notre disposition sont à la hauteur de l'engagement du Peuple Allemand pour la défense des questions environnementales et de l'intérêt dont témoigne le Gouvernement Fédéral pour la mise en oeuvre et le suivi des instruments juridiques internationaux visant la réalisation du Développement Durable.

Et ici, le BENIN tient à rendre un hommage tout particulier au Ministre Klaus Töpfer, pour le dynamisme et l'action déterminante qu'il a déployés à la tête de la Commission du Développement Durable au niveau des Nations Unies depuis Mai 1994.

Je voudrais également exprimer mes vives félicitations à l'Ambassadeur Raúl Estrada-Oyuela de l'Argentine, Président du Comité Intergouvernemental de Négociation et Président du Comité Plénier, à son prédécesseur, Monsieur Jean-Ripert de France, qui a dirigé le Comité Intergouvernemental de Négociation jusqu'à l'adoption de la Convention-Cadre.

Je m'en voudrais, si, je ne faisais pas une mention spéciale à Monsieur Michael Zammit Cutajar, Secrétaire Exécutif du Comité et à toute l'équipe du Secrétariat Provisoire. Ils ont su faire preuve de dévouement et d'abnégation ces quatre dernières années.

Madame le Président,

Les changements climatiques suscitent plus que jamais des inquiétudes et des incertitudes de toutes sortes. Mais, la peur des conséquences néfastes qu'ils engendrent déjà et qu'ils engendreront, dans un avenir plus ou moins lointain, est largement partagée. C'est la raison pour laquelle des efforts conjugués doivent être entrepris, dès à présent, notamment par les Pays développés, pour atteindre les objectifs de la Convention-Cadre en accordant une attention particulière aux pays en développement qui seront les plus vulnérables et les plus affectés par les effets des changements climatiques.

Le BENIN, de par sa position géographique, est un pays de transit, classé parmi les Etats ayant des zones côtières de faible altitude. En cas d'élévation du niveau de la mer, la ville de Cotonou, capitale économique du Bénin serait submergée par les eaux marines à 60% ainsi que d'autres villes côtières.

La menace de l'élévation du niveau de la mer constitue, pour nous autres Béninois, un redoutable danger quand on sait que le littoral du Bénin est en train d'être rongé par de véritables "dents de la mer" qui ont déjà pratiquement dévoré la ville de Grand-Popo.

En outre, le Bénin fait partie des Pays ayant des zones sujettes au dépérissement des forêts, à des catastrophes naturelles notamment aux inondations qui surviennent en moyenne tous les deux ans. Le Tableau serait incomplet, si je ne mentionne pas la dégradation des terres, la sécheresse et la désertification.

Madame le Président,

Ce tableau peu reluisant qui est le nôtre explique les raisons profondes du grand intérêt que le Bénin attache aux questions relatives au développement durable et singulièrement aux changements climatiques notamment à la variabilité climatique, et à leurs impacts sur les activités de développement socio-économique.

Cette situation particulièrement préoccupante du Bénin, nous a amené à travers nos analyses à établir une corrélation entre les trois Conventions de la génération de la conférence des Nations Unies sur l'Environnement et le Développement tenue à Rio de Janeiro en Juin 1992: Changements Climatiques, Diversité Biologique, Désertification et Sécheresse. Dans ce cadre, nous envisageons une approche intégrée pour la mise en oeuvre de ces trois instruments juridiques internationaux en matière d'environnement et de développement.

En effet, au delà de la corrélation, il existe également une complémentarité certaine au niveau des actions susceptibles d'être menées en vertu de chacune des trois conventions précitées. Une véritable synergie pourrait donc découler de ces actions, si et seulement si, elles sont coordonnées de manière à contribuer directement ou indirectement, aux objectifs effectifs des trois Conventions à savoir: l'élimination de la pauvreté et la réalisation du Développement Durable.

Madame le Président,

La délégation Béninoise espère vivement que l'approche intégrée pour la mise en oeuvre des actions complémentaires des trois Conventions sera adoptée dans un proche avenir par tous nos Etats engagés dans la lutte contre la pauvreté en vue de la réalisation du Développement Durable. C'est l'une des contributions que le BENIN voudrait apporter à nos présentes assises.

Par ailleurs, le BENIN se félicite des résultats auxquels sont parvenus les experts et hauts fonctionnaires depuis le mois de février 1991 jusqu'à ce jour, malgré les difficultés et la complexité des négociations sur certains sujets sensibles et délicats tels que l'adéquation des engagements, la mise en oeuvre conjointe, le transfert de technologie et l'apport de ressources financières nouvelles et additionnelles.

J'ai la ferme conviction que les différentes Parties à la Convention-Cadre sauront, à chaque session de la Conférence des Parties, surmonter leurs intérêts personnels pour céder le pas aux intérêts globaux communs qui sont, seuls susceptibles de garantir la protection du système climatique pour le bien-être des générations présentes et futures.

Je vous remercie.